



HAL
open science

Parcours de vie de l'URSS à la Russie

Alain Blum

► **To cite this version:**

Alain Blum. Parcours de vie de l'URSS à la Russie. Les Russes de Gorbatchev à Poutine, 6, Armand Colin, pp.127-138, 2005. halshs-00092412

HAL Id: halshs-00092412

<https://shs.hal.science/halshs-00092412>

Submitted on 9 Sep 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chapitre 8

Parcours de vies de l'URSS à la Russie.

Alain Blum

Les transformations politiques qui accompagnent la perestroïka, puis l'éclatement de l'URSS, les bouleversements économiques et sociaux marquent bien entendu les parcours de vie de ceux qui les traversent. Structures institutionnelles et relation entre État et population, relations sociales et modes de vie, sont modifiés, tout en restant étroitement marqués par le passé. Des pratiques jusqu'alors contenues par un environnement politique et institutionnel particulier surgissent au grand jour. Les générations en fin de vie active subissent souvent, plus qu'elles n'y participent, des transformations auxquelles elles n'étaient pas prêtes, et qui déjouent des stratégies de carrières ou de vie adossées sur une vision conservatrice et immobile du pays. Les générations plus jeunes les traversent en saisissant les nombreuses opportunités qui se présentent, durant une longue période d'incertitude qui impose des adaptations souvent rapides et changeantes. Ces temps voient s'entremêler les expériences passées qui suggèrent certaines pratiques et attitudes, et les changements inattendus, qui imposent des réactions rapides. Face à un avenir incertain, chacun réagit en fonction d'un environnement local, professionnel et familial, plus qu'en fonction d'une perception précise du devenir politique et économique guère prévisible.

Or, c'est à travers ces multiples ajustements, ces interactions entre lecture du passé et interprétation du présent, que se sont produits des changements considérables dans la manière d'habiter la Russie, dans les pratiques familiales, les relations sociales ou les perceptions identitaires. Loin d'apparaître comme une rupture tranchée avec le passé soviétique, ces changements sont souvent l'expression de transformations engagées auparavant, de manière un peu souterraine, et qui s'expriment désormais au grand jour. Ils sont aussi parfois encore enfermés dans des cadres institutionnels dont la rigidité persiste.

I. De l'expansion coloniale au rééquilibrage contemporain

1. L'héritage russo-soviétique

Les Russes ont bougé, tout au cours de leur histoire. Ils ont bougé ou contrôlé. Ils ont transformé peu à peu leur espace de vie ou de domination. La Russie fut à partir du XV^{ème} siècle un pays dont le territoire s'accrut presque continuellement jusqu'à la Révolution ; suite

aux traités de Brest-Litovsk en 1918, elle perdit une partie du territoire de l'Empire mais s'accrût avec le pacte Molotov-Ribbentrop de 1939 puis avec les remaniements liés à sa victoire dans la Seconde Guerre mondiale. Ces expansions territoriales ne se sont pas développées de façon uniforme : territoires intégrés dans l'Empire avec des statuts divers, flux de population variés, plus ou moins importants, et de nature diverses, qui les accompagnèrent. Les territoires qui constituent aujourd'hui la Fédération de Russie, furent progressivement peuplés par des Russes partant des centres de la Russie européenne, pour s'étendre vers les marges, dans un premier temps essentiellement européennes. Jusqu'à la construction du réseau ferré trans-sibérien (pour l'essentiel entre 1891 et 1903), le peuplement de la Sibérie fut souvent constitué de paysans fuyards qui échappaient ainsi au servage et au XIX^{ème} siècle en particulier, d'exilés politiques. Les populations natives conservaient alors des droits spécifiques mais elles restaient isolées des populations russes sur le plan juridique et social. Les territoires d'Asie centrale, conquis au XIX^{ème} siècle, ou ceux du Caucase, ne furent guère, avant le XX^{ème} siècle, des zones de peuplement, mais plutôt des zones où l'immigration en provenance de Russie était surtout une immigration administrative, c'est-à-dire de fonctionnaires ou autres employés envoyés pour administrer ces régions.

Le XX^{ème} siècle, soviétique, fut marqué par une modification de l'orientation des flux migratoires, ainsi que par des politiques de migration tout autres. Cette histoire prend alors un caractère exceptionnel, qui marque toujours le peuplement du pays aujourd'hui.

Il faut souligner d'abord l'ampleur des déplacements forcés de populations qui ont contribué à bouleverser le peuplement de l'Union soviétique, et en particulier de la Russie. Il faut aussi rappeler les nombreuses fluctuations et hésitations d'une politique soviétique très fluctuante en matière de planification et d'aménagement du territoire. Il faut enfin remarquer à quel point les migrations spontanées ont subsisté, souvent indépendamment des discours et affirmations officiels de manière contradictoire par rapport aux grandes orientations politiques. Ces migrations ont, par exemple, anticipé de longues années la décolonisation politique de la fin des années 1980, une migration de plus en plus importante à partir du début des années 1970, du sud vers le nord, étant l'expression d'une véritable décolonisation des régions méridionales, bien avant les indépendances politiques de ces régions.

L'histoire du peuplement de l'URSS et de la Russie, est inséparable, d'abord, des politiques de déplacement forcé qui marquent toute la période stalinienne. Les millions de personnes réprimées les nombreux camps de travail durant les années 1930 et 1940, sont déportées dans de nombreux camps de travail dont la répartition sur le territoire répondait à

des objectifs économiques : ils étaient situés dans des régions souvent très éloignées et complètement inhospitalières, mais dont on souhaitait exploiter les gisements. L'éloignement de certains peuples vivant dans les zones frontières et considérés comme peu fiables dès la première moitié des années 1930 dans la perspective du conflit à venir, puis la déportation de peuples entiers à partir de 1936, et celle des peuples punis durant la Seconde Guerre mondiale furent essentiellement orientés vers la Sibérie et le Kazakhstan. Après la mort de Staline, des politiques volontaires de peuplement contribuèrent à déplacer des millions d'habitants vers le nord du Kazakhstan (campagne de peuplement des terres vierges) ou vers la Sibérie orientale (construction du BAM, ligne de chemin de fer entre le Baïkal et le fleuve Amour, prolongeant le trans-sibérien par exemple) ou le nord sibérien pour exploiter les nombreux gisements miniers. Incitations financières et promesses de meilleures conditions matérielles ont ainsi remplacé les migrations forcées, mais ces migrations, malgré le souhait des autorités soviétiques de les voir perdurer, étaient souvent temporaires.

Deux changements très profonds des flux migratoires succédèrent alors à ces mouvements fortement incités ou contraints par le centre politique. Le premier exprime les premiers signes d'une décolonisation qui débute dans les années 1970, pour se concrétiser par les indépendances de 1991. Le second est sans doute tout aussi important, même s'il est moins spectaculaire. Il s'agit d'une transformation très profonde, au sein même du territoire de la Russie, des espaces de peuplements :

2. La Russie devient un pays d'immigration

Les Russes n'ont pas attendu 1991, et l'éclatement du pays, pour commencer à quitter les territoires coloniaux, en particulier l'Asie centrale, et revenir en Russie. Sans que le mouvement soit très important ni rapide, le solde migratoire de la Russie vis-à-vis des autres républiques d'Union soviétique change de signe au début des années 1970. Les Russes commencent à rentrer en Russie, y compris ceux qui sont nés en Asie centrale. Ce mouvement se prolonge jusqu'en 1991, conséquence en particulier d'une concurrence accrue sur le marché du travail d'Ouzbékistan ou de Kirghizie, où les administrations locales et les directions d'entreprises sont contrôlées par des populations ouzbeks ou kirghizes. Les tensions sociales contribuent aussi à ces retours.

Bien entendu, l'éclatement de l'URSS en 1991 fait plus que prolonger ces mouvements de décolonisation discrète. Les flux d'immigration vers la Russie en provenance

d'Asie centrale d'abord, puis du Caucase, d'Ukraine ou du Kazakhstan, entré tardivement dans le mouvement, deviennent considérables. Ils augmentent sous la pression, dès avant les indépendances, de tensions et violences entre groupes nationaux. Ils sont aussi favorisés par les luttes pour le pouvoir local ou régional entre russes et non russes. Ils sont enfin renforcés suite à l'accession à l'indépendance et à la perte consécutive des positions de pouvoir qu'avaient encore les Russes et d'autres populations non allogènes dans tous ces pays. Cette émigration d'Asie centrale concerne en général les populations non allogènes, puisque Arméniens aussi bien qu'Ukrainiens, ont tendance à venir en Russie, lorsqu'ils ne retournent pas en Arménie ou en Ukraine. Les flux furent dans les premières années considérables, compensant largement le déficit de la croissance naturelle comme l'indique le tableau ci-dessous. Ils s'accompagnèrent de l'apparition d'une immigration en provenance de pays plus lointains, non issus de l'URSS, la Russie apparaissant parfois comme étape intermédiaire avant une émigration vers l'Europe, les contrôles migratoires ayant été dans les premières années affaiblis par l'éclatement de l'URSS.

Tableau 1: Composants de la croissance de la population en Russie entre 1989 et 2002 – données préliminaires (en milliers)

	Diminution de la population entre le recensement de 1989 et celui de 2002	Croissance naturelle	Dont		Croissance migratoire	Dont	
			Naissances	Décès		Immigration	Emigration
Population totale	-1840,0	-7399,8	20540,0	27939,8	+5559,8	10975,5	5415,7

Le recensement de 1989 a comme date de référence le 12 janvier ; celui de 2002 le 9 octobre.

Source : Goskomstat (Comité national à la Statistique) de la Fédération de Russie : <http://www.gks.ru>

Il est vrai que l'on attendait beaucoup, aussi, au début des années 1990, une émigration hors de Russie, vers l'Europe ou les Etats-Unis. Une telle émigration fut, de fait importante, mais sans guère de rapport avec l'immigration vers la Russie en provenance des autres composantes de l'URSS. Elle fut de plus très spécifique, et est, désormais, fortement ralentie. Elle concerna surtout au début des années 1990, les Juifs et les Allemands soviétiques qui bénéficiaient de conditions privilégiées d'accueil en Israël pour les premiers, en Allemagne pour les seconds. Elle ne constitua jamais une émigration massive de travail et,

en terme démographique, n’eu pas un effet très important sur le solde migratoire, beaucoup plus sensible aux migrations intérieures à l’ancien espace soviétique.

Tableau 2 : Emigrants hors de Russie, selon la nationalité (1993–2000), en milliers*

Nationalité	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Russes	21,3	24,1	28,8	29,2	29,8	29,3	34,5	25,8
Allemands	47,5	47,1	51,3	38,6	30,0	28,3	28,0	22,6
Juifs	14,0	13,6	12,8	12,5	9,5	7,3	9,0	4,5
Autres	6,0	6,6	7,1	7,1	14,2	15,5	13,8	9,4
Total	88,8	91,4	100,0	87,4	83,5	80,4	85,3	62,3

Sources : Données du Goskomstat ; Voir aussi *Naselenie i Obshchestvo*.

3. Un peuplement profondément remanié

Le recensement d’Octobre 2002 a, d’autre part, permis de confirmer une tendance amorcée dès le début des années 1990, à savoir la reconfiguration très profonde du peuplement du territoire russe. La dégradation de la situation économique, la disparition de la plupart des incitations financières et matérielles au départ vers les zones éloignées et inhospitalières du territoire russe, mais aussi les nombreuses opportunités d’emplois, en particulier pour les jeunes dans les zones économiquement les plus actives, a conduit des régions entières à se vider de leur population dans une proportion qui va bien au delà la décroissance naturelle de la population russe¹. Ainsi, la région de la Choukotka, située à l’extrême nord-est du territoire russe, a perdu près des deux-tiers de sa population durant la période qui sépare le recensement de janvier 1989 de celui d’octobre 2002 : peuplée en 1989 de 157 000 habitants, elle n’en n’a plus, désormais, que 54 000 ! La région de Magadan est passée de 326 000 à 183 000 habitants, le Kamchatka de 466 000 à 359 000. Toutes sont situées dans le district de l’extrême orient, qui, dans son ensemble, a perdu 15% de sa population (tableau). Seules quelques régions ont vu leur population croître : la ville de Moscou d’abord, qui aurait vu passer sa population de 9 millions à 10,4 millions². Le dynamisme économique de cette ville en explique l’attrait. Le sud-ouest de la Russie a également vu sa population augmenter ; cette augmentation s’explique essentiellement par l’afflux de réfugiés, mais aussi, dans une moindre mesure, par une surestimation manifeste

¹ Voir carte ci-dessous.

² On peut cependant avoir quelques doutes sur une telle croissance, et il est probable qu’elle soit un peu surestimée, en raison des pratiques de recensement mises en œuvres : à ce propos, cf. Catherine Gousseff, Alain Blum et Jean Radvanyi, « Mutations identitaires en Russie », *Revue d’études comparatives Est/Ouest*, 4, 2003.

des populations des régions du Caucase, en particulier des régions les plus instables comme la Tchétchénie et l'Ingouchétie. Enfin, les zones minières de l'Oural, dont l'importance économique est immense et qui sont moins éloignées que l'extrême orient russe, réussissent à attirer à nouveau une population de travailleurs, qui, pour la majorité d'entre-eux, ne viennent pas s'y installer définitivement.

De façon plus générale, la population s'est européanisée, délaissant les espaces sibériens et l'extrême orient, remettant ainsi en cause deux siècles de peuplement, forcé ou incité, vers ces régions éloignées. Ces tendances créent une situation inédite : la Russie européenne n'est plus guère reliée à la Russie asiatique, par ces flux incessants de population qui ont caractérisé le XX^{ème} siècle. On peut s'attendre dans les années à venir à une certaine déconnexion entre les deux pôles du pays susceptible d'avoir des conséquences importantes. La Russie européenne, relativement stabilisée, est ouverte sur l'Occident, même si la violence de la guerre en Tchétchénie, qui a fait déjà, depuis le déclenchement de la première guerre, plusieurs milliers de morts, montre que ses marges orientales restent très fortement instables. La Russie asiatique, dont les espaces où gisent des ressources naturelles vont probablement attirer une nouvelle main d'œuvre émigrée tant en provenance des anciennes colonies du sud que d'autres pays asiatiques, et dont les marges méridionales vont voir des flux marchands importants, portés par des populations chinoises dont on peut attendre une migration pendulaire qu'une installation définitive massive, est, elle, fortement ouverte sur les pays voisins, Japon, Chine ou Corée ; elle tend ainsi à se distinguer de plus en plus nettement de la partie européenne, tant par ses flux de populations que par ses flux commerciaux et industriels.

Tableau 3 : Population des districts fédéraux aux recensements de 1989 et 2002 (total, urbain et rural)

Région*	2002 (au jour du recensement)				1989 (au jour du recensement)				Population en 2002, pour 100 habitants en 1989
	Total	Urbain	Rural	% urbain	Total	Urbain	Rural	% urbain	
Fédération de Russie	145164	106427	38737	73,3	147400	108425	38975	73,6	98,5
Centre	38000	30367	7633	79,9	38105	29736	8369	78	99,7
Nord-Ouest	13973	11501	2472	82,3	15279	12554	2725	82,2	91,5
Sud	22907	13166	9741	57,5	20666	12395	8271	60	110,8
Volga	31155	22047	9108	70,8	31805	22511	9294	70,8	98
Oural	12374	9992	2382	80,7	12527	10047	2480	80,2	98,8
Sibérie	20063	14273	5790	71,1	21349	15211	6138	71,2	94
Extrême-Orient	6693	5082	1611	75,9	7941	6021	1920	75,8	84,3

Source : Résultats préliminaires du recensement de la population de la Fédération de Russie de 2002 (<http://www.gks.ru>) et Goskomstat SSSR, résultats du recensement de la population de l'URSS, 1989. On trouvera le tableau de l'ensemble des régions sur le site cité, ainsi que dans Catherine Gousseff, Alain Blum et Jean Radvanyi, « Mutations identitaires en Russie », *art.cit.*

Les transformations de la place de la ville dans le paysage russe sont plus difficiles à apprécier aujourd'hui, tant les changements institutionnels ont modifié les logiques urbaines et donc les ressorts à la croissance des villes et à la concentration de la population. On sait à quel point la période soviétique a été une période d'exode rural extrêmement rapide, et donc d'une augmentation considérable de la population urbaine, augmentation qui, même si elle a débuté avant la Révolution, prit vraiment son essor après 1925, et fut par deux fois fortement accélérée : d'abord lors des campagnes de collectivisation massive stalinienne, au tout début des années 1930, ensuite lors des campagnes d'urbanisation lancées par Khrouchtchev, pour concentrer l'habitat rural dans des centres urbains ou des gros villages. La croissance urbaine, extrêmement rapide (près de 60% des villes russes furent créées après 1917, 40% après 1940)³ se prolongea jusqu'au milieu des années 1980. Elle fut alors interrompue et la proportion de population urbaine recula même quelque peu au début des années 1990, conséquence à l'heure de la perestroïka d'un repli des citoyens ayant des difficultés économiques et sociales, vers les campagnes où ils pouvaient subvenir à leurs besoins. Cette interruption ne fut que temporaire, mais, aujourd'hui, la nature même de l'urbanisation, la répartition de l'espace urbain, la stratification sociale des villes subissent de profondes mutations, sans que l'on

³ Jean Radvanyi, *La nouvelle Russie*, Paris, Armand Colin, 2004.

puisse encore en mesurer l'ampleur. La privatisation du parc immobilier⁴, la concentration des richesses dans quelques grandes villes, la transformation des institutions et des services publics a déjà des conséquences importantes sur la stratification sociale dans les villes, où les prix de l'immobilier se différencient très fortement selon les quartiers, selon l'accès aux services et dans un espace opposant le centre à la périphérie des villes. La croissance très rapide de la population moscovite s'est aussi accompagnée d'une modification profonde de l'espace urbain, du rejet vers les périphéries des populations les plus défavorisés, à travers des mécanismes multiples : renchérissements des biens de consommation dans le centre urbain, échanges d'appartements communautaires du centre ville contre des appartements individuels aux périphéries de la ville, les appartements communautaires étant transformés en appartements individuels coûteux, expulsion ou fortes incitations au départ par la municipalité de Moscou ou des promoteurs immobiliers en centre ville.

ICI INSERER LA CARTE (FICHER SEPARÉ)

Les flux de population, les transformations des espaces de peuplement ne sont pas le seul mouvement qui ait affecté la population de la Fédération dans son ensemble. Car la population n'était pas, durant la période soviétique, considérée comme un tout, mais était clairement divisée en groupes ethniques ou nationaux, qui disposaient d'un statut bien spécifié, souvent aussi d'un territoire de référence. La construction administrative et institutionnelle développée en URSS faisait de l'identité nationale un des marqueurs les plus forts. Les bouleversements politiques ont conduit à modifier ces formes d'identification des personnes.

II. De nouvelles identités nationales ?

1. Territoires, peuples et nations

Une des transformations, pas des moindres, qui marque aujourd'hui la Russie mais aussi les autres États de la CEI renvoie aux formes que prenaient les identités nationales ou ethniques dans l'Empire russe, puis en URSS. Les populations du territoire de l'Empire russe, puis de façon beaucoup plus formelle de l'Union soviétique, furent longtemps clairement identifiées par leur appartenance nationale. Il ne s'agissait alors pas de nationalité au sens d'appartenance à un État, mais d'une certaine représentation des caractères ethniques, issues d'une vision marquée par l'anthropologie et l'ethnographie du XIX^{ème} siècle. Cette

⁴ Plus de 60% des logements sont désormais privatisés ;

représentation, généralisée à la fin du XIX^{ème} siècle, est vite institutionnalisée durant l'entre-deux guerres, pour arriver à une formulation précise, chacun étant identifié en fonction d'une « natsionalnost » transmise de génération en génération, d'une appartenance nationale dont les termes recouvraient les traditionnelles représentations ethniques de la population de l'Empire. Chacun est, à partir de 1932, et de façon beaucoup plus formelle à partir de 1938, caractérisé par une telle appartenance : citoyen de l'Union soviétique, résident en république soviétique socialiste de Russie, on n'en était pas moins Ukrainien, Juif, Ouzbek, Tatar ou Yakoute.

Cette caractérisation a dominé la description de ces populations et marqué aussi, institutionnellement le territoire, puisque les découpages administratifs intégraient ces dimensions : la Yakoutie ou la Tchétchénie étaient délimitées et considérées comme l'expression géographique et territoriale de nationalités dites titulaires, c'est-à-dire dont la légitimité tenait à l'existence de ces territoires. Durant certaines périodes, ces nationalités étaient privilégiées dans l'accès aux diverses formes de pouvoir administratif, durant d'autres périodes, elles étaient au contraire réprimées. Nombreux sont ceux qui furent déportés, durant les deux décennies les plus sombres de l'histoire soviétique, les décennies 1930 et 1940, par le simple fait que, bien que soviétiques, ils étaient désignés comme membres d'un peuple considéré comme ennemi à l'Union soviétique. Les Polonais, Allemands, ou Tchétchènes, tous citoyens soviétiques, furent ainsi collectivement déportés en Sibérie ou au Kazakhstan, et ne purent revenir dans leur territoire de naissance que tardivement après la mort de Staline.

Il y avait donc une imbrication importante entre formes institutionnelles, territoriales et définition de « peuples » ou « nations », qui fondaient les légitimités locales et fédérales, ainsi que devenir des populations ainsi identifiées. Au delà, toute description de la population, et donc toute forme de représentation sociale, passaient par ces stratifications nationales, qui ont durant de longues années supplanté les stratifications sociales dans le mode descriptif utilisé dans la plupart des études ou recherches de la période soviétique. On distinguait bien les ouvriers des kolkhoziens, mais on distinguait surtout les Ouzbeks des Russes ou des Tchouvaches.

Cette forme descriptive fondait une légitimité spécifique des pouvoirs locaux, régionaux en particulier, et proposait une description de l'espace soviétique très particulière, en particulier en prédéterminant des États-nations qui seront, finalement, indépendants lors de l'éclatement de l'URSS, mais aussi en créant un morcellement de ce qui est aujourd'hui la Fédération de Russie, espace inhomogène par excellence dans lequel les régions, analogues

d'un point de vue administratifs aux départements français, coexistent avec d'autres découpages fondés sur ces critères nationaux : le Tatarstan ou la Bachkirie, comme la Tchétchénie ou l'Ingouchétié, sont autant de territoires dont le nom et les structures sociales et de pouvoir sont marquées par cette tradition d'identification ethnique des populations.

2. De nouvelles identités nationales

Les transformations politiques et institutionnelles de la Russie, suite à 1991, remettent bien entendu en cause ces découpages traditionnels. Nombre de ces peuples font référence à des États désormais indépendants : les Ukrainiens de nationalité, mais qui résident sur le territoire de la Fédération de Russie, peuvent aussi bien être citoyens de cette Fédération ou citoyens de l'État indépendant qu'est désormais l'Ukraine. S'ils sont citoyens de la Fédération de Russie, ils seront considérés comme étrangers en Ukraine. S'ils sont citoyens ukrainiens, ils seront alors immigrés en Russie.

La nationalité est devenu désormais un attribut institutionnel flou. En témoignent les nombreuses discussions qui se sont déroulées tant lors de l'introduction des nouveaux passeports russes que de la préparation du recensement de la population de 2002. Dès 1993, la nouvelle constitution de la Fédération de Russie a relégué l'identité nationale de chaque citoyen dans la sphère privée, puisque son article 26, alinéa 1, précise que « Chacun a le droit de déterminer et d'indiquer son appartenance nationale. Nul ne peut être contraint de déterminer et d'indiquer son appartenance nationale »⁵. L'appartenance nationale devient ainsi l'expression d'une identité personnellement exprimée, choisie par chacun, et non obligatoire. Sa mention fut ainsi retirée du passeport. Cependant le découpage territorial conserve fortement marqué sa dimension ethnique, et le Tatarstan, l'une des républiques nationales de ce territoire, réussit à obtenir une mesure dérogatoire, les habitants de cette république pouvant indiquer leur nationalité s'ils le désiraient. Ces ambiguïtés persistent dans de nombreuses formulations usuelles autant que législatives, des identités de chaque citoyen de la Fédération de Russie. Ainsi, le décret du 24 mars 2000, protégeant les « petits peuples »

⁵ *Constitution de la Fédération de Russie*, traduction française du site officiel de la Fédération de Russie <http://www.constitution.ru/fr/part2>.

de la Fédération de Russie⁶, qui identifie ainsi 45 « petits peuples autochtones » et leurs confèrent divers avantages et privilèges, est toujours en vigueur.

De la même manière, la préparation du recensement d'octobre 2002 a entraîné un débat animé et de nombreuses revendications, à propos des désignations nationales. Fallait-il ou non poursuivre la tradition soviétique, en demandant à chacun de quelle nationalité (au sens de groupe ethnique) il se considérait comme membre? Quelle liste de nationalités la direction de la statistique allait-elle reconnaître comme valide? A la suite de nombreuses discussions, d'ambiguïtés et d'interventions de nombreux institutions scientifiques (en particulier l'institut d'anthropologie de l'Académie des sciences de la Fédération de Russie), aussi bien que politiques (l'entourage du président Poutine aussi bien que la commission du recensement, les autorités régionales ou des organisations nationales ou ethniques), plusieurs questions furent conservées concernant tant l'appartenance nationale ou ethnique que les langues parlées, et une liste de nationalités reconnues comme telles fut établie, beaucoup plus longue que la liste utilisée en Union soviétique jusqu'en 1989.⁷

Tout cela atteste clairement du caractère désormais plus flou des identités nationales, qui se trouvent moins institutionnalisées, sans qu'elles aient pour autant disparu, certaines s'étant même renforcées (ainsi au Tatarstan, ou, bien entendu, en Tchétchénie). Quoi qu'il en soit, la Russie n'a pas subi, du point de vue de sa composition nationale, un grand bouleversement par rapport aux années 1980 (cf le tableau ci-dessous). Sans doute certains groupes nationaux se sont-ils fortement accrus, en raison d'une immigration en provenance des anciens États soviétiques, comme les Arméniens, dont une partie seulement se veulent citoyens d'Arménie (voir le tableau). D'autres au contraire ont décréu, tant en raison d'une émigration vers un autre État, qu'en raison d'une réidentification : ainsi une partie de ceux qui se désignaient, en 1989, comme Ukrainiens, sont partis en Ukraine, tandis que l'autre partie, qui a choisi de rester, préfère désormais se considérer comme russe. Mais la structure générale reste relativement stable.

⁶ Sur cette question des petits peuples, Alain Blum et Elena Filippova, « Ethnie, nationalité ou clan : formes d'identité rivales ? », *Revue d'études comparatives Est/Ouest*, 4, 2003. La loi sur les petits peuples, est intitulée « les garanties des droits des peuples autochtones de la Fédération de Russie », loi 82- F4 du 30 avril 1999, *Rossijskaja gazeta*, 90, 12/05/99 et *Sobranie zakonodatel'stva Rossijskoj Federacii*, 18, 03/05/1999. La liste actuellement en vigueur des petits peuples autochtones est fixée par le décret du gouvernement de la Fédération de Russie du 24 mars 2000, n° 255, modifié le 30 septembre 2000.

⁷ Sur tout ce débat, et ses conséquences, voir « ~ », numéro spécial de la *Revue d'Études comparatives Est/Ouest*, 4, 2003 et en particulier l'article introductif : Catherine Gousseff, Alain Blum et Jean Radvanyi, « Mutations identitaires en Russie », *art.cit.*

Tableau 4 : Composition nationale au recensement de la Fédération de Russie, 2002. Nationalités les plus nombreuses

	2002 г.		1989 г.		Variation 2002/1989	
	En milliers*	% de l'ensemble**	En milliers	% de l'ensemble	Pour 100 habitants en 1989	Taux de croissance annuel (en %)***
Total	145164,3	100,00	147021,9	100,00	98,7	-0,2
Russes	115868,5	79,82	119865,9	81,54	96,7	-0,2
Tatars	5558,0	3,83	5522,1	3,76	100,7	0,1
Ukrainiens	2943,5	2,03	4362,9	2,97	67,5	-2,8
Bachkirs	1673,8	1,15	1345,3	0,92	124,4	1,6
Tchouvaches	1637,2	1,13	1773,6	1,21	92,3	-0,6
Tchéchènes	1361,0	0,94	899,0	0,61	151,4	3,1
Arméniens	1130,2	0,78	532,4	0,36	212,3	5,6
Mordves	844,5	0,58	1072,9	0,73	78,7	-1,7
Biélorusses	814,7	0,56	1206,2	0,82	67,5	-2,8
Avars	757,1	0,52	544,0	0,37	139,2	2,4
Kazakhes	655,1	0,45	635,9	0,43	103	0,2
Oudmourtes	636,9	0,44	714,8	0,49	89,1	-0,8
Azerbaïdjanais	621,5	0,43	335,9	0,23	185	4,6
Maris	604,8	0,42	643,7	0,44	94	-0,4
Allemands	597,1	0,41	842,3	0,57	70,9	-2,5
Kabardines	520,1	0,36	386,1	0,26	134,7	2,2
Ossètes	514,9	0,35	402,3	0,27	128	1,8
Darghines	510,2	0,35	353,3	0,24	144,4	2,7
Bouriates	445,3	0,31	417,4	0,28	106,7	0,5
Iakoutes	444,0	0,31	380,2	0,26	116,8	1,1
Koumykes	422,5	0,29	277,2	0,19	152,4	3,1
Ingouches	411,8	0,28	215,1	0,15	191,4	4,8
Lezghines	411,6	0,28	257,3	0,18	160	3,5
Autres et non précisés	5780,0	3,98	4036,1	2,70	143,2	2,6

* Données du Goskomstat de la Fédération de Russie – résultats préliminaires
** Sources publiées du Goskomstat
*** Calcul des auteurs, en considérant un écart de 13 ans et 9 mois entre les deux recensements.
Sources ; <http://www.gks.ru> - résultats préliminaires du recensement

Enfin, la population étrangère résidente est désormais essentiellement constituée de citoyens des anciens États de l'URSS, les citoyens d'Azerbaïdjan ou d'Arménie étant les plus nombreux. Sur un peu plus d'un million d'étrangers, un peu plus de 900 mille sont citoyens de ces États⁸. Viennent ensuite les Chinois avec une population estimée à 31 mille. Avec des données, l'on est bien loin des estimations parfois proposées pour évaluer l'immigration provenant de l'immense voisin de la Russie mais il est vrai que le recensement n'est une

⁸ Il y a eu, cependant, certainement, une sous-estimation des résidents des autres pays. Il faut de plus noter que, dans ces décomptes, étaient pris en compte simplement les résidents, et non toutes les personnes présentes sur le territoire de la Fédération de Russie. Pour être considéré comme résident, il fallait être présent pour une durée d'au moins un an sur le territoire.

source guère précise pour estimer une immigration souvent illégale, et que, de surcroît, l'immigration chinoise reste très souvent une immigration de courte durée, par nature non comptabilisée lors du recensement.

Tableau 5 : Population résidente dans la Fédération de Russie, selon la citoyenneté au recensement de 2002

Citoyenneté	Population (en milliers)
Total	145164
Dont:	
Citoyens de la Russie	142440
Dont, ayant une double citoyenneté	44
Etrangers	1025
Dont ayant une citoyenneté:	
D'un pays de la CEI	906
Azerbaïdjan	155
Arménie	137
Biélorussiearuss	40
Géorgie	53
Kazakhstan	70
Kirghizstan	29
Moldavie	51
Tadjikistan	64
Turkménie	6
Ouzbékistan	71
Ukraine	230
Autres pays:	119
Dont	
Afghanistan	8
Bulgarie	2
Vietnam	23
Allemagne	1
Israël	1
Inde	5
Chine	31
Corée du Nord	3
Lettonie	3
Lituanie	5
Mongolie	2
Pologne	1
Syrie	1
Etats-Unis	1
Turquie	5
Estonie	1
Yougoslavie	3
Sans citoyenneté	430
Citoyenneté non indiquée	1269
Sources ; http://www.gks.ru - résultats préliminaires du recensement	

III. Conclusion

On le voit, la population dans sa répartition mais au delà dans les formes d'identités que chacun peut exprimer ou qui sont attribuées, a subi des changements profonds. Mais il est encore trop tôt pour pouvoir apprécier comment vont se poursuivre ces transformations. On peut probablement avancer que l'on ne connaîtra plus des mouvements aussi importants de l'Europe vers la Sibérie, et que la colonisation de ces immenses territoires, riches en réserves naturelles et fondamentaux dans le cadre d'une vision géopolitique de ce pays seront de nature très différente. Il est fort probable que les industries fassent appel à une main d'œuvre immigrée de plus en plus nombreuse, en provenance d'anciennes colonies ou d'autres États du sud ou du sud-est asiatique. Il n'est pas exclu que l'on voit alors se développer des pôles qui ne seraient plus reliés par des flux incessants et pendulaires de population et que les liens entre Sibérie et Russie européenne se distendent.

Autre inconnue, les identités nationales : vont-elles devenir des caractères moins centraux dans la définition des populations, ou au contraire la persistance d'un découpage administratif fondé sur ces critères va-t-il créer, au sein de la Fédération de Russie, des formes nationales analogues aux républiques de l'ancienne URSS ? Il est peu probable que se reproduisent le développement de formes institutionnelles analogues à celles de l'URSS, ni que l'on retrouve des identités nationales, telles qu'elles s'étaient solidifiées sur ces bases, conduisant à des nations désormais indépendantes. Il n'est cependant pas plus probable que disparaissent ces identités, fortement ancrées dans une histoire longue, propre à l'Empire puis à l'URSS, contribuant à imposer des formes négociées d'autonomie importante des territoires tels le Tatarstan, marqués par ces revendications identitaires. La situation dans le Nord-Caucase, en particulier en Tchétchénie, témoignent aussi du caractère inachevé de la décolonisation, et laissent en suspens la situation d'une région particulièrement complexe.